

L'UE exige des Gafa qu'ils luttent contre la « désinformation » ? votons contre l'UE en mai !

écrit par Antiislam | 9 mars 2019



Du Figaro :

La Commission estime que Facebook, Google et Twitter ne font pas assez d'efforts avant les élections européennes.

Le ton change plus que le fond.

Dans son premier rapport mensuel, publié jeudi, de suivi des mesures des grandes plateformes pour lutter contre la désinformation en ligne en vue des élections européennes du 26 mai, la Commission européenne met clairement en cause la faiblesse des efforts de Facebook, Twitter et Google.

«La situation ne s'améliore pas et l'absence de résultats chiffrés est particulièrement préoccupante», estiment Mariya Gabriel, commissaire chargée de l'Économie et de la Société numériques, et Julian King, commissaire chargé de la Sécurité.

«Nous demandons instamment à Facebook, Google et Twitter d'agir davantage dans tous les États membres pour contribuer à garantir l'intégrité des élections au Parlement européen en mai 2019»,

ajoutent-ils.

L'an dernier, la Commission avait privilégié une approche collaborative plutôt que réglementaire avec les grandes plateformes, pour espérer être le mieux armé possible avant le scrutin.

Un code de bonne conduite, non contraignant mais basé sur des engagements précis pris par Facebook, Google, Twitter, Mozilla et l'industrie de la publicité, définissait les mesures urgentes à prendre pour lutter contre la désinformation: suppression de faux comptes, démonétisation et réduction de la visibilité des contenus de désinformation, labellisation claire des publicités politiques ou des contenus sponsorisés, identification du financeur, etc.

Absence de données concrètes

Dans un précédent rapport d'évaluation sur ces engagements au 31 décembre 2018, les commissaires demandaient aux plateformes plus d'efforts et des chiffres concrets.

Cette fois, les mots sont plus tranchants.

«Les rapports fournissent trop peu d'informations sur les résultats réels des mesures déjà prises»,

résume la Commission. C'est cette absence de chiffres concrets qui la met en colère.

«Nous sommes en train d'élaborer des indicateurs de performance relatifs à la publicité politique»

Facebook

En première ligne, Facebook est accusé de ne pas avoir fourni les données sur le contrôle des annonces publicitaires et sur la démonétisation.

L'UE lui reproche aussi de n'avoir déployé des équipes de vérificateurs de faits («fact-checkers») que dans huit de 27 États membres (en ne comptant pas la Grande-Bretagne), alors que la campagne électorale commence en mars.

Twitter n'a pas non plus fourni de données chiffrées sur le contrôle des placements publicitaires ou sur la transparence des publicités politiques.

Le rapport est un peu moins sévère avec Google.

Pas plus Twitter que Facebook ne répondent point par point aux reproches formulés par la Commission:

«Nous sommes en train d'élaborer des indicateurs de performance relatifs à la publicité politique, mais ceux-ci ne seront disponibles que lorsque les archives des annonces seront lancées en dehors des États-Unis. En ce qui concerne le nombre de faux comptes que nous supprimons de Facebook, nous en fournissons des mises à jour dans notre rapport de transparence semestriel»,

explique-t-on chez Facebook, qui confirme le lancement d'une archive paneuropéenne de la publicité et de la publicité à caractère politique pour la fin mars 2019.

Menace législative

Un dialogue de sourds?

La Commission dit perdre patience.

«Si nous ne voyons pas suffisamment de progrès lors de notre prochain examen dans un mois, nous nous réservons le droit

de reconsidérer notre approche et d'examiner d'autres options y compris législatives»

, préviennent Mariya Gabriel et Julian King.

Cette approche rappelle celle adoptée sur les contenus haineux.

Après avoir privilégié une concertation, sans réel succès, l'Union songe désormais à un règlement commun.

Surtout, le calendrier européen met pour l'instant les plateformes à l'abri sur la désinformation.

La Commission doit être renouvelée fin 2019.

L'actuelle espère tout juste réussir à faire passer son règlement contraignant sur la modération des contenus terroristes au Parlement en mars.

La Cnil irlandaise mène 15 enquêtes

Les géants du Web sont aussi dans le viseur des régulateurs de la donnée. L'autorité irlandaise annonce dans son rapport annuel que quinze enquêtes ont été lancées. Dix concernent Facebook et ses sociétés (WhatsApp et Instagram), deux visent Twitter, deux Apple et une autre, LinkedIn.

«Ces entreprises vont inévitablement faire face à des amendes importantes s'il est établi qu'elles ont enfreint les règles de l'UE»,

a averti la présidente de la Cnil irlandaise, Helen Dixon.

<http://lefigaro.fr/medias/2019/02/28/20004-20190228ARTFIG00278-l-ue-exige-des-gafa-qu-ils-luttent-contre-la-desinformation.php>

Note d'Antiislam

Il existe dorénavant deux mondes dans le domaine de l'information.

Un monde totalement régulé, celui des grands organes de Presse, celui des médias audiovisuels.

De ce monde-là , l' U « E » n'a rien à redire : il lui cire les babouches à longueur de colonnes, à longueur d'antennes.

Ce monde peut multiplier les mensonges, les « fake news », il sert l' U « E » avec servilité.

L' U « E » lui en est reconnaissante ...

Mais il y a un autre monde : celui de la Toile.

Et dans ce monde-là, on peut dire ce que l'on ne peut pas dire ailleurs, sa détestation de l' U « E ».

Cette U « E » qui s'applique à détruire avec constance tout ce qui fait le charme de l'Europe charnelle.

Ce monstre dictatorial qu'est devenue l' U « E » ne peut supporter cette expression libre car cette U « E » se voit comme le camp exclusif du Bien : il est donc interdit de lui vouloir du mal.

Surtout n'oublions pas que les GAFAs n'ont que la morale du fric et que si l' U « E » veut toucher à leurs portefeuilles, les GAFAs se soumettront sans barguigner aux ukases liberticides des fonctionnaires européistes.

Mobilisons-nous aux prochaines élections européennes pour dire que nous ne voulons de ce « meilleur des mondes » que nous promet l' U « E » !